



COMPTE - RENDU DE LA RENCONTRE DU 31 MAI 2022 À BORDEAUX

Formation professionnelle et insertion des jeunes : Quel rôle des acteurs de la coopération et de la solidarité internationales ?

Le mardi 31 Mai 2022, plus d'une trentaine de participants (autorités consulaires, collectivités territoriales, associations, acteurs de la diaspora sénégalaise, chercheurs, étudiants) se sont réunis à la Salle Saumenude à Bordeaux pour échanger sur la formation professionnelle et technique au Sénégal.

1. Rappel des éléments de cadrage

Au Sénégal, le renforcement du capital humain constitue un axe stratégique majeur du Plan Sénégal émergent (PSE) lancé en 2012 et qui vise à mettre en place, d'ici 2025, un ensemble de projets structurants pour le développement. Dans ce sens, la formation professionnelle et technique (FPT) est un puissant levier de développement socio-économique et constitue l'une des priorités de la politique éducative du Sénégal. Les jeunes de 15 à 35 ans représentent plus du tiers de la population (35 % en 2020) et 61% de la population en âge de travailler. Le marché du travail n'arrive pas à absorber le nombre croissant de jeunes demandeurs d'emploi (selon l'ANPEJ, on dénombre environ 200 000 nouveaux demandeurs d'emplois qui arrivent chaque année sur le marché du travail, alors que l'offre est estimée à environ 30 000 nouveaux emplois). En 2015, 83,7% des chômeurs n'ont pas suivi de formation professionnelle ou technique, ou une autre formation qualifiante. Face à un chômage en hausse constante (27.5%), les jeunes sénégalais se tournent vers le secteur informel, d'autres sont sans activités ou préfèrent émigrer.

De multiples initiatives en faveur de la formation professionnelle et de l'insertion des jeunes sont entreprises avec l'aide de la coopération internationale (coopération multilatérale, bilatérale, décentralisée, les projets des associations de solidarité internationale). Cette rencontre du Groupe pays Sénégal de SO Coopération proposera un espace d'échanges entre acteurs de Nouvelle Aquitaine agissant ou souhaitant agir en coopération au Sénégal afin de favoriser l'interconnaissance, la mise en réseau entre acteurs et la cohérence des projets; mais aussi de perfectionner les connaissances relatives au secteur de la formation professionnelle et entrepreneuriale au Sénégal.

2. Déroulé de la rencontre

Après un accueil bissap, les intervenants ont été invités à s'identifier via des post-its qu'ils devaient positionner sur une carte de Nouvelle Aquitaine et une carte du Sénégal. Pour visualiser les cartes, [cliquez ici](#).

Ouverture Institutionnelle

Cette rencontre débuta avec des mots d'ouverture de M. **Abdoulaye Diallo**, *Consul général du Sénégal à Bordeaux* qui a rappelé les efforts fournis par le gouvernement du Sénégal en faveur de l'insertion des jeunes. Il a aussi souligné l'importance de la coopération internationale pour le développement notamment dans le domaine de la formation professionnelle et technique. Il a réaffirmé son soutien aux initiatives qui dynamisent les acteurs de la diaspora sénégalaise en Nouvelle Aquitaine.

Puis, M. **Malick Ndaw** de l'*Union des travailleurs sénégalais de France (UTSF)* a présenté l'association notamment les commissions qui mettent en œuvre des activités de promotion de la culture sénégalaise et d'intégration de la diaspora. Il a rappelé l'importance de trouver le juste équilibre entre l'enracinement dans les valeurs africaines et l'ouverture aux autres cultures.

Cadrage de la thématique

Mme **Rokhaya DIAGNE**, Docteure en Économie du Développement et chargée de mission à SO Coopération présenta un état des lieux de la formation professionnelle et de l'insertion des jeunes au Sénégal ([support de son intervention](#)). Elle est revenue sur l'historique de la politique de la formation professionnelle au Sénégal et a identifié les parties prenantes (acteurs publics, privés et partenaires techniques financiers). Elle a constaté que la formation professionnelle et l'insertion de jeunes au Sénégal étaient limitées par le manque de synergie du cadre institutionnel (Déficit d'harmonisation entre les acteurs) et la faible employabilité des jeunes (Manque de qualification de la majorité des jeunes, déconnexion des besoins économiques et des réalités des bassins de vie, déconnexion des besoins économiques et des réalités des bassins de vie, difficultés d'accès aux financements des jeunes entrepreneurs). Elle a conclu en soulignant qu'il était possible d'absorber l'offre croissante de jeunes travailleurs sur le marché du travail en renforçant le lien Éducation - Formation - Emploi, en intégrant davantage les entreprises dans la mise en œuvre de la politique de FPT et en améliorant les performances du système de certification et de validation des acquis de l'expérience.

Présentation de projets

L'apport essentiel des acteurs de la coopération internationale a pu être mis en exergue grâce à une présentation conjointe du projet ARCHIPELAGO et du projet ODEJ dans le cadre de la coopération décentralisée de la Région Nouvelle-Aquitaine avec la Région de Fatick au Sénégal. En effet, M. **Ghislain KLEIJWEGT** (*Directeur territorial de la Vienne de la Chambre des métiers et de l'Artisanat - CMA de Nouvelle Aquitaine*) a présenté le projet ARCHIPELAGO de formation professionnelle duale et entrepreneuriale adapté aux besoins des entreprises locales qui apporte des compétences professionnelles dans différentes filières (bâtiment, hôtellerie, mécanique, électricité solaire) à des jeunes de moins de 40 ans, des femmes et des migrants de retour ([pour en savoir plus](#)).

Ce projet financé par l'Union européenne répond aux besoins des partenaires locaux notamment la *Chambre des métiers de Fatick représenté par son Secrétaire Général, M. Abdou Saer DIOUF*. Ce dernier, après avoir rappelé le rôle des chambres des métiers et d'artisanat dans la FPT ([support de l'intervention](#)), a précisé les complémentarités avec les missions de l'office départemental pour l'Emploi des Jeunes (ODEJ) de Fatick. En effet, les ODEJ sont au cœur du dispositif de renforcement de l'employabilité des jeunes.

Dans le cadre de la coopération entre les départements de Fatick, Diourbel et la Région Nouvelle Aquitaine, l'ODEJ de Fatick accompagne les jeunes dans la recherche d'une formation professionnelle et la création d'entreprise. Mme **Jessica Loustalot-Sagna** (*Chargée de coopération internationale Sénégal à la Région Nouvelle Aquitaine*) a présenté le projet "Accompagner les départements des régions de Fatick et de Diourbel dans la prise en charge de l'insertion économique des jeunes" qui développe des activités d'information, d'orientation, de formation des jeunes et des femmes et de promotion de l'entrepreneuriat ([support de l'intervention](#)).

Ensuite, Mme **Khadidiatou Ba** (*Animatrice réseau Sénégal pour le Ps-Eau*) a présenté les principaux résultats des tables rondes sur la formation professionnelle et l'insertion des jeunes dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement qui se sont tenues lors du 9ème Forum Mondial de l'Eau en Mars 2022 à Dakar. Elle a évoqué entre autres, les freins à l'insertion professionnelle des jeunes, la nécessité d'adapter les modules de formation aux enjeux du secteur de l'eau et la prise en compte des compétences autres que techniques. Elle a donné l'exemple d'un partenariat école-entreprise avec la Sen'Eau qui est en lien avec le Centre Sectoriel de Formation en BTP pour former des canalisateurs d'eau potable ([support de l'intervention](#)).

World café

Les participants ont été répartis en 3 groupes et ils ont échangé autour de trois tables thématiques successivement:

- **Table 1 : La formation et l'insertion professionnelle dans le domaine de la transition écologique** animée par Mme **Isabelle Berrier** (*Responsable délégation régionale d'Initiative Développement*)

Derrière la transition écologique, il y a l'idée de produire sans nuire. Selon les participants, c'est une problématique mondiale qui nous touche tous. Plusieurs questions ont été abordées: les énergies, l'agroécologie, les déchets, le lowtech / hightech, les métiers de demain. Les particularités du Sénégal par rapport au changement climatique ont été évoquées, le pays est touché de plein fouet et la transition écologique devient une urgence. Il y a une prise de conscience des pouvoirs publics, de la société civile. Face à l'urbanisation croissante, la forte ruralité, les enjeux ne sont pas les mêmes : salinisation des sols, désertification, érosion, montée des eaux, perturbation des cycles, recrudescence des maladies. Du fait de la croissance démographique, il y a une nécessité de créer des emplois verts avec des jeunes bien formés. Les formations proposées doivent être suffisamment qualifiantes et agiles pour répondre aux enjeux de la transition écologique. Les participants ont rappelé l'importance de la sensibilisation des plus jeunes et des étudiants pour créer des vocations et rendre attractifs ces métiers, mais aussi des professeurs qui doivent actualiser leurs savoirs. Ils se sont posés la question de la création d'informations à partir des données

scientifiques, comment vulgariser les productions scientifiques sur le changement climatique? Une limite demeure car le fait que le changement climatique ne soit pas palpable, c'est donc difficile de sensibiliser les populations sur un péril qu'elles ont du mal à percevoir au quotidien surtout lorsqu'elles doivent régler des urgences économiques plus prégnantes.

- **Table 2 : Pérennité et viabilité des actions de formation dans les projets de développement** animée par **M. Louis Bourdet** (*Consultant projet au Red Mangrove development advisors - RMDA*)

Les participants ont souligné qu'un projet dans le domaine de la formation professionnelle n'a pas spécialement vocation à être pérenne mais se sont plutôt les pratiques qui doivent être pérennisées. Ils ont identifié plusieurs défis à relever à savoir le financement, les barrières légales et coutumières. En effet, il faut faire un diagnostic pour savoir à quel ministère s'arrimer, à quelles personnes ressources s'adresser mais aussi tenir compte des particularités locales. Il faut aussi veiller à ce que l'environnement proche du projet soit sensibilisé, impliqué au projet pour permettre une meilleure appropriation. L'importance de nouer des partenariats pluri acteurs a aussi été évoquée de même que la pertinence d'intégrer des activités génératrices de revenus au projet (revenus pour financer les infrastructures du projet).

- **Table 3 : Inscrire son projet de coopération et de solidarité internationale dans les Objectifs de Développement Durable : transversalité et partenariat** animée par **Mme Marine Lefeuve** (*Chargée de projet à SO Coopération*).

Les participants ont tous reconnu l'importance d'inscrire leurs actions dans le cadre des Objectifs de développement durable. Pour certains, les ODD sont un moyen d'obtenir des financements mais ils permettent aussi de sensibiliser sur les enjeux globaux et locaux ici et là bas. Ils se sont interrogés sur la compréhension des ODD par les partenaires locaux.

En ce qui concerne le partenariat, il est important de co-construire le projet, d'informer et d'inclure. Il faut aussi une adaptation aux réalités locales et non leur imposer notre vision du monde. Les participants ont souligné la difficulté de nouer des partenariats avec les entreprises, les collectivités et même avec d'autres associations. Il est souvent difficile de travailler avec les collectivités locales des pays d'intervention mais c'est nécessaire pour viabiliser les projets.

Quant à la transversalité dans les projets de coopération internationale, on peut faire un projet d'amorçage et ensuite en fonction des financements, élargir à d'autres thématiques. L'importance de la thématique genre a été soulignée même si elle est difficile à aborder dans certains pays à cause des considérations culturelles.

Il en ressort une nécessité de partager les expériences, de mutualiser entre les acteurs qui interviennent sur le même territoire ou le même secteur en créant par exemple des fédérations d'acteurs.

Conclusion

A l'issue des restitutions des tables thématiques, les participants ont réaffirmé leur volonté de se réunir régulièrement pour échanger sur leurs expériences, pratiques et initiatives. Le format interactif du world café a été plébiscité. Grâce à un questionnaire, ils nous ont fait part de leurs attentes par rapport au Groupe pays Sénégal, des thèmes qu'ils souhaiteraient aborder lors des prochaines rencontres et des propositions pour dynamiser ce groupe.

Liste des structures présentes (parfois plusieurs participants par structure)

Association Bordelaise des Etudiants et Stagiaires Sénégalais (ABESS)
Agrisud international
Association G.K .G . F
Audition Solidaire France Sénégal
Balaal Touba foulbe
Chambre de métiers et d'artisanat de Fatick
Chambre des métiers et de l'Artisanat - CMA de Nouvelle Aquitaine
Consulat du Sénégal
Cool'eurs du monde
Cultive tes rêves de solidarité
GREF (Groupement des Éducateurs sans Frontières)
Initiative Développement
Limoges Métropole
Mairie de Cenon
Mairie de Rilhac Rancon
Mairie de Salles
Programme Solidarité Eau
Red Mangrove Development Advisors (RMDA)
Région Nouvelle Aquitaine
Somone Keur Bassin
Teranga et terre crue
Université de Bordeaux Montaigne
Union des travailleurs sénégalais de France (UTSF)
Yobalema

Contact

Rokhaya DIAGNE / r.diagne@socooperation.org / 06.28.68.96.72

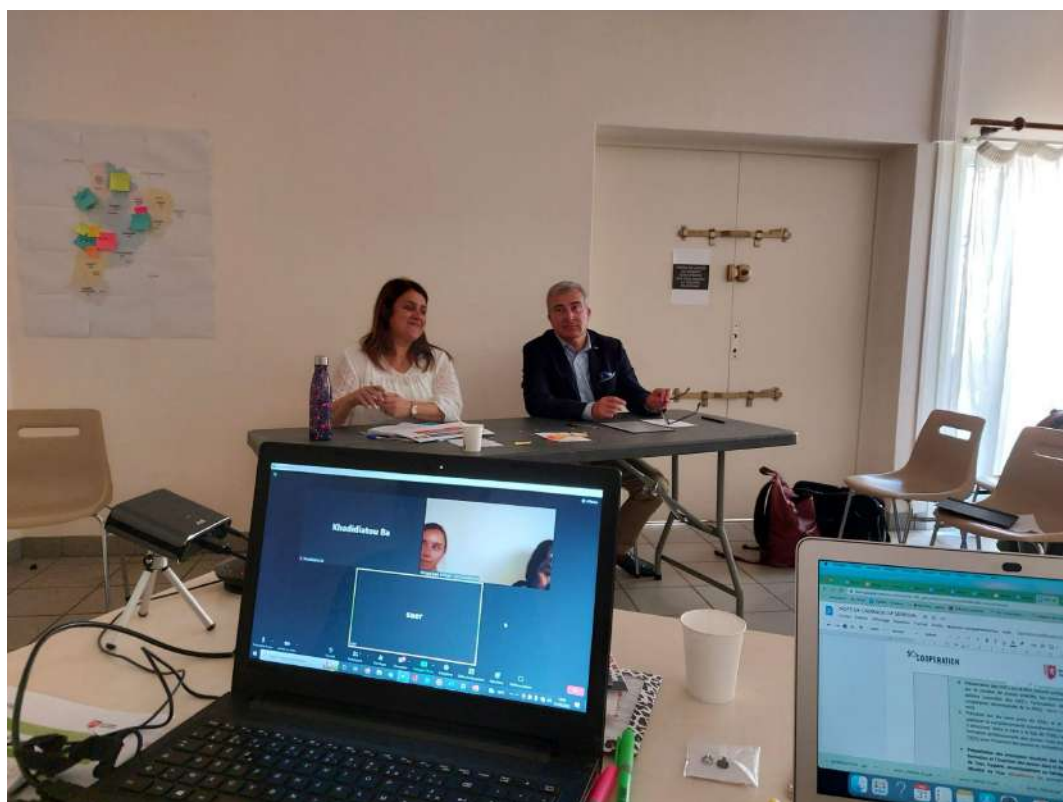
- Pour en savoir davantage sur le Groupe pays Sénégal de SO Coopération, [cliquez ici](#).

Groupe Pays Sénégal Mai 2022 (Salle Saumenude, 33800 Bordeaux)





Introduction de M. **Abdoulaye Diallo**, *Consul général du Sénégal à Bordeaux*



Présentation de Mme **Jessica Loustalot-Sagna** (*Chargée de coopération internationale Sénégal à la Région Nouvelle Aquitaine*) et M. **Ghislain KLEIJWEGT** (*Directeur territorial de la Vienne de la Chambre des métiers et de l'Artisanat - CMA de Nouvelle Aquitaine*)



3 tables thématiques du World Café





Restitution du Worl Café par Mme **Isabelle Berrier** (Responsable délégation régionale d'Initiative Développement), Mme **Marine Lefevre** (Chargée de projet à SO Coopération) et M. **Louis Bourdet** (Consultant projet au Red Mangrove development advisors - RMDA)